



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



Dialogue régional de haut niveau sur l'emploi en Afrique du Nord :
Stratégies et politiques de développement pour la création d'emploi en
Afrique du Nord

Rabat, Maroc, 24-25 avril 2019

Rapport de la réunion

I. Allocutions d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été rehaussée par la participation du Ministre du Travail et de l'Insertion Professionnelle du Royaume du Maroc, M. Mohamed Yatim.

Dans son mot d'ouverture, le Président du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), M. Ahmed Reda Chami, a d'abord souhaité la bienvenue aux participants au Dialogue régional de haut niveau. Il a ensuite relevé l'importance du thème choisi pour cette rencontre qui constitue l'un des défis majeurs de développement des pays de la sous-région et du Continent africain dans son ensemble. Le Président a mis l'accent sur le rôle central que doivent jouer les sociétés civiles organisées, à travers notamment les Conseils Economique et Sociaux, pour contribuer à dessiner les solutions d'avenir aux défis d'aujourd'hui et de demain, parmi lesquels l'emploi figure en tête de liste.

« Les stratégies de création d'emploi, et particulièrement pour les jeunes, restent un défi majeur sur notre continent où le nombre d'arrivées sur le marché du travail devrait atteindre les 30 millions en 2030 (Banque Africaine de Développement). Dans ce contexte, nos pays sont appelés à agir à la fois sur le climat des affaires, sur nos équilibres macroéconomiques, sur la diversification de notre offre et sur l'amélioration de notre compétitivité et, in fine, sur le renforcement de notre capital humain » a signalé M. Chami, pour ensuite citer quelques exemples de travaux du CESE en lien avec le sujet de cette rencontre, notamment les rapports sur: l'emploi des jeunes, l'inclusion des jeunes par la culture, l'économie verte et ses opportunités de création de richesse et d'emploi, le respect des droits et l'inclusion des personnes en situation de handicap, les politiques industrielles, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie économique, et l'apprentissage tout au long de la vie.

M. le Président a relevé les défis liés à l'Emploi auxquels le Maroc fait face, notamment en ce qui concerne la faible participation au marché du travail, le chômage des jeunes, l'autonomisation des femmes et le déficit du système éducatif et de formation professionnelle, avant de citer les pistes d'intervention proposées pour répondre à ces défis. Il s'agit de : i) Promouvoir les secteurs pourvoyeurs d'emplois en qualité et en quantité, ii) Développer le capital humain, et iii) Promouvoir l'entrepreneuriat.

M. Le Président a conclu son intervention en souhaitant plein succès aux travaux du Dialogue.

Après les remerciements aux organisateurs d'avoir associé le Système des Nations Unies pour le Développement, à cet événement important, M. Philippe Poinot, Coordonnateur Résident des Nations Unies au Maroc, a relevé que « L'emploi est au cœur de l'agenda 2030 adopté par les pays membres des Nations Unies. Cet agenda a consacré un objectif spécifique à l'emploi, l'objectif 8 : La croissance économique et l'emploi décent pour tous. L'emploi est le corollaire de la croissance économique et sociale, mais il va plus loin pour embrasser l'ensemble des 17 objectifs de développement durable. L'emploi décent est au cœur des droits et de la dignité humaine, il est également en étroite connexion avec la cohésion du tissu social. C'est l'un des axes les plus importants pour bâtir des sociétés solides, résilientes, intégrées et durables. »

M. le Coordonnateur Résident a partagé avec l'audience les principaux enseignements du rapport récent du département du développement économique et social des Nations Unies sur les jeunes et l'Agenda 2030 qui a mis en évidence un important fossé au niveau mondial entre le potentiel des jeunes et le déficit en formation qui entrave leur accès au marché du travail. Il existe 71 millions de jeunes chômeurs dans le monde, et des millions d'autres jeunes qui exercent des emplois précaires ou informels. Ce rapport a aussi appelé à construire des programmes capables de répondre aux besoins particuliers des jeunes et de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes.

M. le CR a également partagé avec les participants une première lecture des résultats de la réflexion lancée au sein du Système des Nations Unies, et pilotée par l'Organisation Internationale du travail, sur l'avenir du travail.

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, Mme Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau de la CEA-Afrique du Nord (CEA-AN) a mis en exergue la centralité de la question de l'emploi dans les schémas d'évolution et de développement des pays de la sous-région et au-delà, pour l'agenda de développement du continent africain dans sa globalité.

Mme la Directrice a signalé que le taux de chômage dans la région Afrique du Nord reste relativement élevé, à 11,5% en 2018, d'après le rapport Perspectives sociales pour l'emploi dans le monde, Tendances 2018, publié par l'OIT. Il s'agit de l'un des problèmes les plus critiques pour le développement économique et social de la région. Comprendre pourquoi les économies nord-africaines ne se développent pas de manière aussi dynamique qu'elles pourraient, et pourquoi elles ne génèrent pas suffisamment d'emplois «de qualité » est une question centrale à laquelle il faut trouver des réponses si les pays veulent atteindre une croissance durable et inclusive, ainsi que la stabilité politique, a ajouté Mme la Directrice.

Aujourd'hui, l'Afrique du Nord présente un des taux de participation au marché du travail les plus bas au monde avec un taux d'activité de 46,8% en 2017. Les femmes et les jeunes y sont particulièrement touchés avec 2,3 femmes au chômage pour chaque homme et un taux de chômage des jeunes qui est de très loin le plus élevé au monde (29,5% en 2017).

« Ces éléments ne relèvent pas seulement de la politique d'éducation pour une meilleure adéquation entre formation et besoins du marché du travail, ou des politiques de développement social pour répondre aux besoins d'une population jeune et dynamique, ils relèvent également des questions purement économiques liées à la productivité, à la compétitivité, à l'allocation efficace des ressources, à un environnement propice aux affaires, à la promotion de la petite et moyenne entreprise et à la réduction du poids de l'économie informelle », a ajouté Mme la Directrice.

A la fin de son mot d'ouverture, Mme la Directrice a rappelé l'objectif du Dialogue régional de haut niveau qui consiste à produire des orientations claires et un programme d'action qui alimenteront le développement du domaine de spécialisation « emploi, compétences et développement durable » par le bureau Afrique du Nord de la CEA. Il est attendu que le bureau adoptera une approche novatrice et proposera des solutions adaptées en faveur de l'emploi en Afrique du Nord.

M. Mohamed Yatim, Ministre du Travail et de l'Insertion Professionnelle du Royaume du Maroc a remercié la CEA et le CESE d'avoir associé le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle du Royaume du Maroc à cette importante rencontre portant sur un défi majeur pour le pays et pour les pays membres d'Afrique du Nord.

Les statistiques montrent en effet l'importance de la question du chômage exacerbée par la faiblesse de la création d'emplois et l'inadéquation des politiques publiques mises en place, d'où la nécessité de concevoir et implémenter des réponses innovantes pour faire face à ce défi. Dans ce sens, le Dialogue régional de haut niveau répond à ce titre à un besoin réel et permettra d'apporter une contribution certaine.

Le Ministre a ensuite partagé avec les participants quelques exemples de politiques publiques mises en œuvre par le Royaume du Maroc pour faire face au défi de l'emploi, parmi lesquels figure en bonne place le Plan national pour la promotion de l'emploi qui met ce dernier au cœur des politiques économiques, sociales nationales. Ce Plan s'articule autour de cinq piliers :

- L'appui à la création d'emploi ;
- L'adéquation du système éducatif et de formation professionnelle aux besoins du marché de l'emploi ;
- Le renforcement des programmes actifs d'emploi ;
- L'amélioration des conditions d'emploi et le fonctionnement du marché de l'emploi ; et
- L'appui à la dimension territoriale.

A la fin de son mot d'ouverture, M. le Ministre a souhaité pleins succès aux travaux de la rencontre.

II. Présentation « Perspectives africaines sur l'emploi »

La cérémonie d'ouverture a été suivie par une présentation-cadre, portant sur les dynamiques liées à l'emploi au niveau régional et continental et titrée « Perspectives africaines sur l'emploi ». La présentation, réalisée par Mme la Directrice, a partagé quelques enseignements majeurs sur la dynamique de l'emploi dans le Continent. Il convient de citer :

- L'Afrique est le continent ayant le plus de jeunes sur la planète avec près de la moitié de sa population âgée de moins de 19 ans. Les jeunes (15-24 ans) verront leur nombre doubler entre 2015 et 2050, passant de 230 millions à 460 millions. D'où l'acuité du problème de l'emploi en Afrique.
- Le chômage concerne principalement les jeunes et les femmes. L'Afrique du Nord est particulièrement touchée, puisque les jeunes y sont 4 fois plus en situation de chômage que les adultes, avec un taux de chômage des plus élevés au monde.
- Du côté de la demande, la présentation a relevé que :
 - Le taux de croissance économique a certes augmenté ces dernières années mais sans pour autant répondre aux objectifs de développement et de création d'emplois décents en nombre suffisant ;
 - L'Afrique reste dépendante du secteur primaire avec une production à faible valeur ajoutée, un niveau de productivité faible et l'échange de produits non-transformés ;
 - Le type de croissance économique observé n'a pas permis la réallocation de la main d'œuvre des secteurs à faible productivité vers ceux où celle-ci est meilleure comme du secteur agricole au secteur manufacturier.
- L'offre de main d'œuvre est caractérisée par :
 - La croissance rapide de la population africaine, 2.6% par an, fait croître la population en âge d'activité de près de 19 millions de personnes par an ;
 - L'abandon scolaire est problématique puisqu'il réduit le niveau de compétence des jeunes arrivés sur le marché du travail ;
 - Le secteur informel, caractérisé par une faible productivité et des salaires bas, absorbe une grande partie de cette offre et occupe aujourd'hui près de 50% de la population active.

Mme la Directrice a conclu sa présentation en partageant quelques exemples d'initiatives continentales qui concernent le commerce et les infrastructures à même de stimuler les dynamiques économiques et de créer de meilleures conditions sur le marché du travail.

III. Débats autour des panels

Le troisième point de l'ordre du jour a lancé des discussions sous forme de trois panels:

- Panel 1 : Vision à long terme : création d'emplois dans un environnement en pleine mutation
- Panel 2 : Institutions et création d'emplois : gouvernance, réglementation et politiques publiques
- Panel 3 : Accès aux ressources et facteurs de production : financement, compétences et innovation

Panel 1 : Vision à long terme : création d'emplois dans un environnement en pleine mutation

Le Panel a été modéré par M. Zouhir Chorfi, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc alors que les rapporteurs étaient : M. Clément De-Boutet M'Bamba, Rapporteur au Conseil Economique et Social de la République Centrafricaine et Mme Amal Elbeshbishi, Economiste au Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord.

Le panel était composé de :

- Dr. Gamil Helmy, Vice-Ministre chargé du Suivi, Ministère de la planification, du suivi et de la réforme administrative, Égypte ;
- M. Nouredine Benkhalil, Secrétaire Général du Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle, Maroc ;
- Mme Aida Oualalou, Chef de projet, Cabinet McKinsey, Maroc ;
- M. Hassan Yousif, Expert international, Soudan.

M. Helmy, en partageant un bref exposé des politiques publiques égyptiennes concernant la création d'emploi, a mis l'accent sur : i) la centralité de la question de l'éducation et de la formation professionnelle comme instruments majeurs du développement durable et ii) la nécessité d'intégrer la question de l'emploi dans les politiques de développement à moyen et long terme.

Pour M. Benkhalil, le marché du travail pâtit de déficits à trois niveaux : les opportunités d'emploi ne sont pas suffisantes, les compétences ne répondent pas aux besoins du marché et l'intermédiation ne joue qu'un rôle marginal. M. Benkhalil a ensuite développé les axes prioritaires pour une meilleure intervention sur le marché de travail en actionnant les leviers suivants ; l'amélioration de la culture du travail, l'amélioration de la coordination intersectorielle, la promotion des secteurs créateurs d'emplois, le développement du potentiel des générations futures, l'encouragement de l'entrepreneuriat féminin et l'exploration des nouvelles options de travail qu'offre le monde en mutation.

Mme Oualalou a partagé avec l'audience les dynamiques récentes qui concernent l'impact prévu et estimé des évolutions technologiques sur le marché de l'emploi. Après un exposé des principales tendances attendues, Mme Oualalou a mis l'accent sur l'importance de la méta-compétence et de développer le « savoir analyser » dans la pratique professionnelle, la nécessité de mobilité interne et l'amélioration des compétences et leur adaptabilité aux évolutions rapides.

La carrière professionnelle a complètement changé. Elle appelle les personnes à être mobiles et à changer de fonction tous les trois à quatre ans, ceci impacte évidemment les entreprises qui, pour retenir les bonnes compétences, doivent investir dans leur capital humain et adapter des stratégies d'éducation/formation continue pour permettre au staff d'évoluer et de gagner des compétences plus en phase avec les besoins du marché, a conclu Mme Oualalou.

M. Yousif, en partageant des éléments de politiques publiques au Soudan, a mis l'accent sur : i) l'importance d'intégrer la création d'emplois comme priorité des politiques publiques, ii) la nécessité de mettre en place des mesures de promotion des conditions adéquates du travail en les harmonisant avec les critères du travail décent, et iii) l'opportunité d'investir dans le capital humain, en particulier en ce qui concerne les compétences nécessaires pour accompagner les évolutions à venir.

A l'issue des débats, les recommandations suivantes ont été produites par le panel 1 :

- Améliorer la qualité de la coordination intersectorielle pour le traitement de la question de l'emploi ;
- Intégrer et octroyer une haute priorisation aux politiques de l'emploi dans les politiques et stratégies de développement ;

- Orienter les mesures de soutien à la promotion de l'emploi vers les secteurs à forte élasticité d'emploi, tels que l'agroalimentaire ;
- Instituer un cadre législatif qui favorise plus de flexibilité mais également qui vise l'amélioration des conditions de travail pour atteindre les standards internationaux en matière de travail décent.

Panel 2 : Institutions et création d'emplois : gouvernance, réglementation et politiques publiques

Le Panel a été modéré par Mme Leila Farah Mokaddem, Représentante résidente de la Banque Africaine de Développement (BAD) au Maroc, alors que les rapporteurs étaient : M. Kouamé Bernard, Directeur des Commissions du Conseil Economique, Social et Culturel de Côte d'Ivoire et M. Omar Abdourahman, Economiste au Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord.

Le panel était composé de :

- M. Mohamed Hazim, Directeur de l'Observatoire National du Marché de l'Emploi, Maroc ;
- M. Najy Benhassine, Directeur des Finances, de la compétitivité et de l'innovation, Banque Mondiale, Washington DC ;
- M. Mohamed Alaoui, Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental, Maroc ;
- M. Ragui Assaad, Expert international, Egypte et professeur à l'Université de Minnesota aux Etats Unis ;
- M. Walid Loukil, Fondateur du Conseil des Entreprises Tunisie-Afrique, Tunisie, et vice-président du comité sur le secteur privé Afreximbank .

Le Modérateur a relevé la qualité des Intervenants qui permettra de dégager des pistes de solutions appropriées à la problématique posée, en vue d'élaborer une feuille de route à l'issue du Dialogue.

Prenant la parole en premier, M. Hazim a insisté sur la nécessité pour les pays de disposer d'un système fiable d'informations sur le marché du travail. Il a ensuite fait remarquer que toutes les parties prenantes devaient développer des outils de prospective et d'anticipation. Il a ensuite recommandé fortement la mise en place de mécanismes d'évaluation des politiques d'emploi.

M. Benhassine, dans son propos, a rejoint son prédécesseur sur l'utilité de développer des mécanismes d'informations sur le marché de l'emploi. Il a déploré la trop grande emprise du secteur informel sur le marché du travail, et a insisté notamment sur la difficile nécessité d'établir une articulation entre le secteur formel et le secteur informel. Au niveau des politiques publiques, M. Benhassine a mis en avant le rôle central des territoires et la nécessité d'améliorer le climat des affaires.

Dans son intervention, le troisième panéliste, M. Alaoui, a placé la question de la femme au cœur des politiques d'emplois mises en place par les gouvernements. M. Alaoui a préconisé une démarche participative dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Il est revenu sur la nécessité de la disponibilité et du partage de l'information pour favoriser une meilleure convergence et coordination des actions et mesures prises par les pouvoirs publics comme discuté dans le Panel 1.

M. Alaoui a également mis l'accent sur les études de faisabilité et d'évaluation des politiques publiques ainsi que sur les compétences des acteurs publics, principalement les fonctionnaires et agents de l'Etat.

En fin, M. Assaad, a mis en exergue le non-respect de la réglementation du travail et le poids de la sécurité sociale qui sont autant de faiblesses et de distorsions qui fragilisent la promotion institutionnelle de l'emploi. Il a indiqué, à cette fin, que la révision du système fiscal, du système d'attribution des licences et marchés publics, la reddition de compte sont des pistes de solutions de nature à garantir un cadre propice à l'émergence des PME/PMI, qui sont des acteurs clés de création d'emplois.

Mettant fin à la série des interventions, M. Loukil, a déploré « l'invasion » du monde du travail par le secteur parallèle qui met quasiment en péril le secteur formel et structuré. Il a regretté, par la même occasion, les lourdeurs administratives, sources de corruption ainsi que certaines préoccupations concernant le secteur bancaire et les bailleurs de fonds.

Au terme des échanges, les recommandations ci-après ont été faites :

- Instituer des mécanismes d'évaluation indépendantes des politiques publiques de l'emploi ;
- Adresser les politiques publiques de l'emploi dans un cadre régional, notamment par la création d'un observatoire régional de l'emploi ;
- Traiter la question du secteur parallèle par la mise œuvre de mesures fiscales et douanières adaptées ;
- Orienter les subventions publiques vers l'investissement favorable à la création d'emplois ;
- Promouvoir la digitalisation des procédures administratives ;
- Promouvoir une approche participative dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques ;
- Promouvoir un « pacte social rénové tripartite-plus » qui inclut la société civile.

Panel 3 : Accès aux ressources et facteurs de production : financement, compétences et innovation

Le Panel a été modéré par M. Halim Hamzaoui, Directeur par intérim du Bureau International du Travail (BIT) Maghreb, alors que les rapporteurs étaient : M. Faouzi Amokrane, Chef de division, Conseil Economique et Social, Algérie et M. Salem Sebbar, Responsable de gestion des connaissances au Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord.

Le panel était composé de :

- Mme Hanan Hanzaz, Représentante de l'ONUDI au Maroc ;
- M. Amine Mounir Alaoui, Membre du CESE, Maroc ;
- Mme Julia Seiermann, Centre du commerce international (ITC), Genève ;
- M. Slim Othmani, Fondateur et Président du Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise (CARE), Algérie.

En guise d'introduction aux travaux du troisième panel, le modérateur a rappelé la problématique générale soumise au développement des panélistes. Les intervenants ont été conviés à développer leurs propos, autour de trois questions clé :

- L'environnement propice aux entreprises et aux secteurs productifs dont le potentiel de création d'emplois est avéré ;
- L'accès au financement et développer des instruments de financement innovants et facilement accessibles aux entreprises à fort potentiel ;
- Les systèmes d'éducation et de formation à même de répondre aux besoins d'un secteur privé dynamique.

Autour des questions posées, les panélistes ont délivré, en trois temps, leurs points de vue, dans leurs domaines de compétence respectifs :

M. Othmani a relevé que la liste non exhaustive des réservoirs d'emplois peut contenir les secteurs de l'agriculture, l'administration, les collectivités locales, les foyers, le système éducatif, de santé, le secteur informel, etc. Pour chacun de ces réservoirs d'emplois il devrait y avoir une approche précise identifiant le potentiel de chacun de ces réservoirs, les moyens de stimulation à mettre en œuvre ainsi qu'une analyse SWOT précise, incluant l'impact de l'intelligence artificielle ainsi que la digitalisation. Pris sous cet angle, le débat pourrait apporter une réelle valeur ajoutée à la réflexion au lieu de regarder la problématique de l'emploi telle qu'elle est analysée habituellement de façon globale et focalisée exclusivement sur l'entreprise.

Mme Hanzaz a signalé le manque d'investissements dans la recherche et développement comme défi majeur au développement industriel : cas de dépendance vis-à-vis de l'étranger en matière d'innovation dans l'industrie agroalimentaire à titre d'exemple. En prenant le cas de politiques publiques au Maroc, le manque d'effet d'entraînement qui devrait permettre de démultiplier, au niveau de la région, les expériences réussies en matière d'industrie peut réduire l'impact positif de politiques réussies.

M. Alaoui a quant à lui relevé le manque de préparation des jeunes à l'entrepreneuriat et esprit d'entreprise, très tôt dans leur cursus de formation, et l'absence de travail sur la dimension culturelle inhérente à cette question. Par ailleurs, les jeunes, plus particulièrement les PME et les TPE, font face à des obstacles liés à des procédures contraignantes auxquels échappent pourtant les grandes entreprises. On parle ici de spécifiquement des procédures administratives, d'export, et d'import. Ces obstacles sont un frein à l'entrepreneuriat des jeunes et à l'initiative privée.

Mme Seiermann a mis l'accent sur l'importance du commerce comme moteur de développement et de création d'emplois toutefois les pays de la sous-région ne tire pas profit de ce potentiel en créant des obstacles au commerce. Ces obstacles sont souvent le fait de contraintes qui peuvent être allégées par les gouvernements eux-mêmes et auxquelles on se réfère comme « border-in issues ». Elle a également porté l'attention sur la faible utilisation des atouts intrinsèques, notamment en termes d'implication de la diaspora, déjà intégrée dans la chaîne de valeurs, dans le développement du territoire.

Les recommandations issues du panel 3 sont les suivantes :

Acte entrepreneurial

- Identifier les niches génératrices d'emplois au-delà des secteurs traditionnels et construire sur ses propres atouts ;
- Mettre à plat le cadre entrepreneurial national facilitant l'accès aux marchés pour les jeunes entrepreneurs, notamment en réduisant la diversité des interlocuteurs lors du processus de création et d'accompagnement des entreprises ;
- Dépasser les barrières d'accès aux marchés internationaux par la généralisation de consortiums et coopératives à l'export ;
- Mobiliser la diaspora dans l'élan de création d'emplois en termes de financement de savoir-faire et d'accès aux réseaux relationnels.

Ressource et innovation

- Mettre en place des politiques d'incitation fiscale différenciés en faveur de la Recherche et Développement ;
- Dupliquer les expériences réussies en termes de R&D pour favoriser la mise en place de systèmes nationaux d'innovation et en termes d'écosystèmes industriels ;

- Stimuler les IDE dans une perspective de fertilisation croisée basée sur les avantages comparatifs ;
- Saisir l'opportunité de générer des emplois à travers la transformation de la dette environnementale en emplois verts ;

Système éducatif et de formation

- Intégrer l'esprit entrepreneurial, les soft skills et la création d'entreprises très tôt dans les systèmes éducatifs et de formation ;
- Impliquer l'industrie dans les instances de gouvernance des instituts d'éducation et de formation depuis la phase de conception des programmes, la mise en œuvre (exemple de l'alternance) jusqu'à l'insertion professionnelle.

IV. La cérémonie de clôture

La clôture officielle des travaux du dialogue régional s'est faite à travers l'intervention de Mme la Directrice de la CEA et celle de M. Le Secrétaire Général du CESE qui ont remercié les participants pour leur participation et contribution à l'enrichissement des débats autour du défi majeur que constitue l'emploi dans la sous-région.

Annexe 1 : Programme de travail

Jour 1 : Mercredi 24 avril 2019

08h30 – 08h45	Enregistrement
08h45 – 09h15	Allocutions d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> • M. Ahmed Reda Chami, Président du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) du Royaume du Maroc • M. Mohamed Yatim, Ministre du Travail et de l'Insertion Professionnelle du Royaume du Maroc • M. Philippe Poinot, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et au Maroc • Mme. Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau de la CEA- Afrique du Nord (CEA-AN)
09h15 – 9h30	Présentation du cadre général « Emploi en Afrique », Mme. Lilia Hachem Naas (CEA-AN)
09h30 – 13h	Panel sur la vision à long-terme : création d'emplois dans un environnement en pleine mutation Modérateur : M. Zouhair Chorfi, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, Maroc Rapporteurs : M. Clément De-Boutet M'Bamba, Rapporteur au Conseil Economique et Social de la République Centrafricaine Mme Amal Elbeshbishi, Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord
09h15 – 10h30	Panélistes <ul style="list-style-type: none"> • Dr. Gamil Helmy, Adjoint au Ministre chargé du Suivi, Ministère de la Planification, du Suivi et de la Réforme Administrative, Égypte • M. Nouredine Benkhalil, Secrétaire Général du Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle, Maroc • Mme Aida Oualalou, Cabinet McKinsey • M. Hassan Yousif, Expert international, Soudan • Discussion
10h30 – 10h45	Pause-café
10h45 – 13h00	Session de Brainstorming - Identification des principaux domaines d'action
13h00 – 14h00	Déjeuner
14h15 – 18h00	Panel sur les institutions et la création d'emplois : réglementations, gouvernance et politiques publiques Modérateur : Mme Leila Farah Mokaddem, Représentante de la BAD au Maroc

Rapporteur : M. Kouamé Bernard, Directeur des Commissions du Conseil Economique, Social et Culturel de Côte d'Ivoire

M. Omar Abdourahman, Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord

14h30 – 15h45

Panélistes

- M. Mohamed Hazim, Directeur de l'Observatoire National du Marché de l'Emploi, Maroc
- M. Najy Benhassine, Directeur des Finances, de la compétitivité et de l'innovation, Banque Mondiale
- M. Mohamed Alaoui, Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental, Maroc
- M. Ragui Assaad, Expert international, Egypte
- M. Walid Loukil, Fondateur du Conseil des Entreprises Tunisie-Afrique, Tunisie
- Discussions

15h45 – 16h00

Pause-café

16h00 – 18h00

Session de Brainstorming - Identification des principaux domaines d'action

Jour 2 : Jeudi 25 avril 2019

09h00 – 12h30

Panel sur l'accès aux ressources et aux facteurs de production : financement, compétences et innovation

Modérateur : M. Halim Hamzaoui, Directeur par intérim du BIT Maghreb

Rapporteur : M. Faouzi Amokrane, Chef de division, Conseil Economique et Social, Algérie

M. Salem Sebbar, Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord

09h – 10h15

Panélistes

- Mme Hanan Hanzaz, Représentante de l'ONUDI au Maroc
- M. Amine Mounir Alaoui, membre du CESE, Maroc
- Mme Julia Seiermann, Centre du commerce international (ITC)
- M. Slim Othmani, Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise (CARE), Algérie
- Discussion

10h15 – 10h30

Pause-café

10h30 – 12h30

Session de Brainstorming - Identification des principaux domaines d'action

12h30 – 13h30

Restitution des principaux domaines d'action prioritaires et cérémonie de clôture

13h30 – 14h30

Déjeuner

Annexe 2 : Liste des participants

Pays/institutions
Algérie
M. Kamal Meraghni Directeur des Politiques Budgétaires Ministre des Finances Alger - Algérie
M. Ali Harbi Membre du Board Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise (CARE) Membre de l'association nationale de Alger, Algérie
M. Slim Othmani Président Club d'Action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) MEF (Maghreb Economic Forum) Alger, Algérie
M. Faouzi Amokrane Chef de Division des Etudes Sociales Conseil National Economique et Social (CNES) Alger - Algérie
M. Boubakeur Abbes Consultant au cabinet, chargé de la coopération et des relations internationales Conseil National Economique et Social (CNES) Alger - Algérie
Egypte
Dr. Gamil Helmy Minister's assistant for Monitoring Affairs Ministry of Planning, Monitoring and Administrative Reform Cairo - Egypt
Dr. Magdi Mohamed Khalifa Professor of Economics Institute of National Planning (INP) Cairo, Egypt
M.. Ragui Assaad Professor, Thematic leader for Labor and Human development Humphrey School of Public Affairs University of Minnesota and Economic Research Forum (ERF) Cairo - Egypt

Mauritanie
M. Cheikh Eye Directeur Général Adjoint Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et des technologies de l'information et de la communication Nouakchott - Mauritanie
Maroc
M. Mohamed Yatim Ministre du Travail, de l'Insertion professionnelle (MTIP) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Abdelaziz Alaoui Conseiller au Cabinet du Ministre Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle (MTIP) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Abdessamad Abouzahir Chef de Cabinet du Ministre Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle (MTIP) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Khalid Essatte Conseiller auprès de M. le Ministre chargé de la communication Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle (MTIP) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Zouhair Chorfi Secrétaire Général Ministère de l'Economie et des Finances Rabat (Royaume du Maroc)
M. Mohamed Slassi Sennou Président du Directoire Observatoire des Métiers et des Compétences des Branches Professionnelles Par abréviation, Observatoire des Branches (ODB) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Nouredine Benkhalil Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle Rabat (Royaume du Maroc)
M. Mohamed Hazim Directeur de l'Observatoire National du Marché du Travail. Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle. Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Meriem Eddaou Service des Institutions Financières Direction de la Coopération Multilatérale et des Affaires Économiques Internationales Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération - Royaume du Maroc Rabat (Royaume du Maroc)

M. Ayache Khellaf Directeur de la Prévision et de la Prospective Haut Commissariat au Plan (HCP) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Mustapha Ziroili Economiste Haut-Commissariat au Plan Observatoire des Conditions de Vie de la Population Rabat (Royaume du Maroc)
M. Ali Benmokhtar Directeur des études sectorielles agriculture et agro industrie Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Youness Benakki Secrétaire Général Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Ahmed Reda Chami Président Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Mohamed Alaoui Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Amine Mounir Alaoui Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Karim El Mokri Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Hassan Agouzoul Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Mohamed El Khamlichi Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Omar Benida Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)

Mme Nasam Jroni Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Mina Rouchati Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Hakima Naji Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Abderrahmane Kandila Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Mohammed Benkaddour Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Latifa Benwakrim Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Rachdi Abdelmaksoud Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Fouad Benseddik Membre Expert Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Karima Mkika Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Joseph Renaba Conseiller Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Larbi Belarbi Membre Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) Rabat (Royaume du Maroc)

<p>Mme Fatima Arib Professor - Director of ACISS Université Caddi Ayad - African Center for Innovative and Sustainable Solutions ACISS Marrakech, Royaume du Maroc</p>
<p>M. Tayeb Ghazi Economiste Policy Center for the New South Rabat (Royaume du Maroc)</p>
<p>M. Ali Benmokhtar Groupe Crédit Agricole</p>
Soudan
<p>M.. Hassan Musa Youssef Advisor The National Population Council, Ministry of Security and Social Development Khartoum -Sudan</p>
Tunisie
<p>M. Hichem Boussaid Directeur Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant Tunis-Tunisie</p>
<p>Mme Mélika Karrit Directrice Générale Ministère de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises Direction Générale de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Tunis-Tunisie</p>
<p>Mme Shéhérazade Berrehouma Directrice de la Coopération Multilatérale Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) Tunis, Tunisie</p>
<p>M. Walid Loukil Directeur Général Adjoint Groupe LOUKIL Tunis – Tunisia</p>
Organisations internationales
<p>Mme Hanan Hanzaz Représentante de l'ONUDI Rabat (Royaume du Maroc)</p>
<p>M. Philippe Poinot Coordonnateur Résident des Nations Unies au Maroc Rabat (Royaume du Maroc)</p>
<p>Mme Golda El Khoury Représentante UNESCO Rabat (Royaume du Maroc)</p>

M. Mohamed Alaoui Chargé de Programme UNESCO Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Florence Rolle Représentante FAO Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Julia Seiermann Market Analyst – Export Potential Analysis Trade and Market Intelligence Division of Market Development International Trade Centre (ITC)
Mme Jihane Hannane Assistante du Projet "Renforcer l'impact des politiques sectorielles et du commerce international sur l'emploi" Bureau International du Travail (BIT) Rabat (Royaume du Maroc)
M. Halim Hamzaoui Directeur par Interime BIT -Bureau Maghreb Organisation Internationale du Travail Alger - Algérie
M.. Najy Benhassine Practice Director Finance, Competitiveness & Innovation World Bank Washington, USA
M. Moulay Cherif Alaoui Project Management Specialist (Human Development) Banque Islamique de Développement Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Leila Farah Mokaddem Directrice Pays Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) Bureau National du Maroc Rabat (Royaume du Maroc)
M. Richard Doffonsou Economiste Pays-Bureau national du Maroc Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) Bureau National du Maroc Rabat (Royaume du Maroc)

Mme Leila Jaafor Kilani Spécialiste sénior en développement social Groupe de la Banque Africaine de Développement Bureau National du Maroc Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Michaela Dodini Chef de la Section Commerciale Délégation de l'Union Européenne Rabat (Royaume du Maroc)
M. Philip Mikos Délégation de l'Union Européenne Rabat (Royaume du Maroc)
Mme Sandrine Beauchamp 1er Conseiller Délégation de l'Union Européenne Rabat (Royaume du Maroc)
M. Antoine Saintraint 1er Conseiller Délégation de l'Union Européenne Rabat (Royaume du Maroc)
M. Alain Olivier Directeur Bureau du Québec au Maroc (Gouvernement Québec) Rabat (Royaume du Maroc)
Experts
M. Lennah Toyi, Président de l'Association des Lauréats Étrangers
M. Dramane Traoré UCESA
Mme Aïda Oualalou Chef de Projet McKinsey & Company Casablanca - (Royaume du Maroc)
M. Clément De-Boutet M'BAMBA République Centrafricaine
Kabo Konyinan Delalune Conseiller Economique Ambassade de la république Centrafricaine auprès du Royaume du Maroc
M. Sidi Ahmedou Expert Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) Rabat (Royaume du Maroc)